

■ Au Haut-Karabakh, le patrimoine religieux arménien en péril.

Enquête

Alors que les Arméniens commémorent ce 24 avril le génocide de 1915, beaucoup s'inquiètent pour leur patrimoine au Haut-Karabakh. Depuis l'invasion par l'Azerbaïdjan en septembre 2023, les destructions de monuments religieux se sont multipliées. Des universitaires se mobilisent pour inventorier et cartographier les marques culturelles arméniennes dans la région.

Arnaud Spilioti,

Les tentatives de récupération ou de destruction du patrimoine arménien du Haut-Karabakh par l'Azerbaïdjan se sont multipliées depuis l'exode forcé de sa population en septembre. Derrière eux, les Arméniens ont laissé un héritage culturel qui témoigne d'un art presque entièrement dédié à la religion chrétienne. Une liste officielle établie à l'époque soviétique recense plus de 4 000 monuments, dont une grande partie de la première moitié du Moyen Âge. Parmi ceux-ci, 33 monastères, 252 églises, 83 chapelles, 1 840 khatchkar (« pierres à croix », caractéristiques de l'art arménien) et 218 cimetières.

Le sort de cet héritage inquiète aujourd'hui de nombreux spécialistes. Subira-t-il celui du patrimoine arménien de la république autonome du Nakhitchevan ? Cette région, qui appartenait à l'Arménie avant sa soviétisation, a vu 98 % de son patrimoine détruit par les Azéris entre 1997 et 2011, selon un rapport publié par Caucasus Heritage Watch, un groupe d'universitaires américains qui documente les atteintes au patrimoine arménien du Nakhitchevan et du Haut-Karabakh.

Le 4 avril dernier, l'analyse de données satellitaires a rendu visible la destruction de l'église Saint-Jean-Baptiste, construite au XIXe siècle, dans la ville de Chouchi au Haut-Karabakh. Cet édifice, qui avait déjà été bombardé par l'Azerbaïdjan lors de la guerre de 2020, a été rasé. Face à ces destructions, des universitaires arméniens se mobilisent pour préserver ce patrimoine, bien qu'ils n'aient plus accès aux monuments et qu'une action de l'Unesco soit encore incertaine, celle-ci ne pouvant intervenir qu'avec l'accord du pays où se situent les monuments en péril.

✓ Préserver la mémoire arménienne

Anna Leyloyan, historienne de l'art et maître de conférences à l'Inalco, a créé, en juin, l'ONG Hishatakaran – littéralement, « mémorial ». Ce groupe de chercheurs qui travaille depuis l'Arménie rassemble cinq Arméniens, dont deux réfugiés du Haut-Karabakh. Leur mission principale est « d'établir des passeports des différents monuments, du Haut-

Karabakh », ce qui nécessite de « cartographier et d’inventorier ce patrimoine », en analysant « des images satellitaires, ou en se référant à des sources bibliographiques ou individuelles ».

Tous les « passeports » répondent aux mêmes exigences académiques, renseignant « l’indication géographique, un aperçu historique, et une description détaillée, enrichie d’illustrations ». Ils font aussi état de la situation des monuments « avant, pendant et après les guerres successives ». L’idée est « de fixer la mémoire des monuments », en préservant aussi « le patrimoine immatériel ». « Nous recensons les traditions autour des lieux de pèlerinages », illustre l’historienne de l’art.

L’objectif de ce projet porté par la Fondation Inalco et conjointement financé par l’Alliance internationale pour la protection du patrimoine dans les zones en conflit (Aliph) et la Fondation Gulbenkian est de « constituer 2 000 passeports d’ici à cinq ans ». Formant l’espoir que les Arméniens puissent revenir au Karabakh et reconstruire leurs monuments, Anna Leyloyan regrette l’inaction de l’Arménie « qui n’a pas agi ces trente dernières années » pour cartographier son patrimoine.

✓ Lutter contre le révisionnisme historique

Ces destructions ne sont pas seulement matérielles, elles s’accompagnent d’un révisionnisme historique. Depuis 1950, l’Azerbaïdjan revendique en effet la paternité des monuments arméniens de la région. Selon une théorie diffusée massivement depuis la guerre de 2020, ces édifices religieux ne seraient pas arméniens mais azerbaïdjanais, car ils auraient été construits par les Albanais du Caucase – lesquels n’ont aucun lien avec leurs homonymes des Balkans –, dont les Azéris se disent les héritiers. Ainsi en février 2022, l’ancien ministre de la culture azerbaïdjanais, Anar Karimov, annonçait la création d’un groupe de travail chargé de supprimer « les inscriptions fictives laissées par les Arméniens sur les temples religieux albanais ».

« Si la surveillance satellitaire rend les destructions du patrimoine plus difficile pour l’Azerbaïdjan, en revanche l’effacement des inscriptions arméniennes, qui se trouvent sur les monuments, est malheureusement presque impossible à documenter », déplore Patrick Donabédian, historien de l’art, spécialiste de l’Arménie, qui intégrera prochainement un programme de préservation du patrimoine du Haut-Karabakh dirigé par le gouvernement arménien. Selon cet universitaire de la diaspora, l’objectif poursuivi par l’Azerbaïdjan est « de priver les Arméniens de tout droit sur ces territoires, en montrant que leur présence remonterait au XIXe siècle ».

Les traces de la présence arménienne au Haut-Karabakh remontent pourtant au Ier siècle avant notre ère. Comme le reste de l’Arménie, ce territoire a été évangélisé aux IIIe et IVe siècles par saint Grégoire l’Illuminateur. Son petit-fils Grigoris, évêque d’Albanie du Caucase (une partie du territoire actuel du Haut-Karabakh), repose au monastère d’Amaras. Cet ensemble monastique abrita la première école d’Arménie, fondée par

Mesrop Machtots, qui inventa l'alphabet arménien en 405. Pour le professeur Donabédian, si « le patrimoine chrétien du Karabakh est en danger », ce n'est pas « parce qu'il est chrétien, mais parce qu'il atteste de la présence arménienne ». « Nous ne sommes pas face à une guerre de religion, mais face à un ethnocide », souligne-t-il.

Pour le père Garegin Hambardzumyan, ancien responsable du département de préservation du patrimoine du Haut-Karabakh à Etchmiadzine, le siège de l'Église apostolique arménienne, la menace qui pèse sur ce patrimoine devrait inquiéter tout chrétien : « Les monastères de Gandzasar ou de Dadivank, construits au XIIIe siècle, ne sont pas seulement des centres spirituels et culturels du peuple arménien mais la maison de tout chrétien. Une surveillance satellitaire ne suffit pas. Nous avons besoin d'obtenir un accès physique à nos monuments pour que des spécialistes puissent y assurer une surveillance. Car l'attaque des monuments arméniens montre que l'Azerbaïdjan ne va pas s'arrêter là, malgré ses discours de paix. »

➤ Repères - L'exode des 120 000 habitants du Haut-Karabakh

5 Juillet 1921. Joseph Staline décide de rattacher le Karabakh et le Nakhitchevan arménien à la République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan.

1991. Après la chute de l'Union soviétique, l'Arménie et l'Azerbaïdjan déclarent leur indépendance. Les Arméniens du Karabakh souhaitent être rattachés à l'Arménie. Ce qui donne lieu à un conflit de trois ans, qui se soldera par 30 000 morts.

27 septembre 2020. L'Azerbaïdjan attaque la République du Haut-Karabakh. Après 44 jours d'affrontements et plus de 6 500 victimes, le conflit prend fin le 9 novembre 2020.

19 septembre 2023. Dernière attaque azérie. Après un jour de combat, les autorités du Haut-Karabakh signent leur reddition. Exode de ses 120 000 habitants.